



Communauté d'Agglomération Hérault Méditerranée

**Avec le concours technique du Syndicat Mixte du Bassin de
Thau**

PLAN PLURIANNUEL D'INTERVENTION DE
RESTAURATION ET D'ENTRETIEN DE LA VEGETATION
DES RIVIERES DU BASSIN VERSANT DE THAU ET DE
L'ETANG D'INGRIL

PROGRAMME 2022 – 2027

EPCI HERAULT MEDITERRANEE

DOSSIER DE DEMANDE D'INTERET GENERAL ET RESUME NON TECHNIQUE

Partenaires financiers



Juin 2021

Sommaire

I.	Introduction.....	1
II.	Cadre Juridique	3
III.	Demandeur.....	4
IV.	Notice explicative	5
V.	Plan de situation	8
VI.	Caractéristiques principales des interventions les plus importantes ...	12
VII.	Appréciation sommaire des dépenses	14
VIII.	Etude d'impact ou notice	14
IX.	Participation des riverains	14
X.	Partage des baux de pêche	14
XI.	Evaluation	15
XII.	Calendrier prévisionnel de réalisation des travaux et d'entretien courant	15
XIII.	Incidence et mesures réductrices et compensatoires.....	16

I. Introduction

Les cours d'eau visés par ce dossier de Déclaration d'Intérêt Général (DIG) sont situés sur le bassin versant de la lagune de Thau. Même si les cours d'eau sont peu visibles dans le paysage et mal connus sur le plan hydrobiologique, ils présentent une importante valeur environnementale. Cependant, du fait de leur caractère intermittent, ces milieux sont fragiles. Ces cours d'eau à faible débit sont très sensibles aux rejets, ainsi qu'aux atteintes multiples (rectifications et aménagement des profils des cours d'eau, urbanisation, déchets). Il est nécessaire de les restaurer et les entretenir. De plus, du fait de l'affectation prioritaire de la lagune de Thau à la conchyliculture et la pêche, l'exigence sur la qualité des eaux superficielles du bassin versant est renforcée et implique une vigilance sur les cours d'eau. Les enjeux sur l'inondation sont également importants, les régimes de pluie méditerranéennes avec des épisodes très intenses, peuvent générer des débits très importants et soudains dans le réseau hydrographique. L'entretien de celui-ci est primordial afin d'avoir un fonctionnement optimal et de maîtriser les risques d'inondation sur des enjeux à proximité des cours d'eau.

La majorité des parcelles riveraines sont sur le domaine privé et non domaniales. La complexité des multiples facteurs naturels et anthropiques qui interfèrent sur le bassin versant de Thau engendre obligatoirement une approche globale, qui ne peut être à la portée du simple particulier, tant du point de vue financier que technique. Du fait des enjeux, le problème dépasse l'intérêt privé. Les travaux de restauration et d'entretien écologique cohérents à l'échelle d'un bassin versant, ne peuvent donc s'envisager que dans le cadre de l'intérêt général.

Le précédent programme de gestion, réalisé en 2014 pour la période 2014 à 2019, qui s'étendait seulement sur 8 communes : Villeveyrac, Bouzigues, Loupian, Mèze, Montbazin, Poussan (formant la Communauté de communes Nord bassin de Thau), Balaruc-le-Vieux et Gigean. Ce premier plan d'entretien de la végétation des rivières avait pour objectif :

- La préservation et l'amélioration des fonctionnalités des milieux aquatiques cours d'eau, et de la biodiversité ;
- L'amélioration de la qualité des eaux superficielles (cours d'eau et en conséquence en aval dans la lagune de Thau) ;
- La prévention du risque inondation.

Au total, ce sont plus de 80 km de linéaire qui ont pu être restaurés et entretenus en 5 ans.

Sur le territoire, un nouvel établissement public de coopération intercommunale (EPCI) a vu le jour par la fusion de la CCNBT (Communauté de communes Nord bassin de Thau) et la CABT (Communauté d'Agglomération du Bassin de Thau), il s'agit de Sète Agglopôle Méditerranée (SAM). Parallèlement, avec la loi NOTRE mise en application en 2017, ce nouvel EPCI a pris la compétence GEMAPI qui comprend l'entretien des cours d'eau. Ces opérations au titre de l'article L211-7 du code de l'environnement et au travers de sa compétence GEMAPI comprend donc « Entretien des ruisseaux et des rivières, protection du bassin versant ». Le Syndicat Mixte du Bassin de Thau (SMBT), Etablissement Public Territorial de Bassin (EPTB), spécialisé dans le domaine de la gestion de l'eau et ayant historiquement piloté depuis 2005 les actions sur le bassin versant, dont les campagnes d'entretien (2014-2019), joue un rôle d'assistance à maîtrise d'ouvrage sur cette campagne d'entretien, bien que les travaux soient encadrés par la CAHM et réalisés en régie.

Dans l'objectif de poursuivre le travail entamé durant le précédent programme (2014-2019), la définition du deuxième programme (2022-2027) tient compte du retour d'expérience acquis et des nouvelles prospections de terrain réalisées en 2019 par le technicien de rivières du Syndicat Mixte du Bassin de Thau (SMBT).

Afin de mettre en œuvre cette compétence et d'établir un programme de restauration et d'entretien de la végétation des cours d'eau sur ce territoire, la Communauté d'Agglomération Hérault Méditerranée a demandé au Syndicat Mixte du bassin de Thau (SMBT) de l'aider à élaborer le programme pluriannuel d'intervention et d'établir le dossier de DIG. En effet, le SMBT a pour mission d'assurer la gestion du périmètre hydrographique de la lagune de Thau et d'Ingril. Il définit et aide à mettre en œuvre une politique de l'eau orientée vers l'amélioration de la qualité des eaux. Pour cela, le SMBT assure une mission de type « assistant à maîtrise d'ouvrage » des EPCI et des communes sur ces questions.

Sur la base d'un diagnostic établi par le SMBT, les objectifs des interventions sur les cours d'eau du territoire de la Communauté d'Agglomération Hérault Méditerranée sont :

- La préservation et l'amélioration des fonctionnalités des milieux aquatiques cours d'eau, et de la biodiversité ;
- L'amélioration de la qualité des eaux superficielles (cours d'eau et en conséquence en aval dans la lagune de Thau) ;
- La prévention du risque inondation.

La Communauté d'Agglomération Hérault Méditerranée dépose donc une demande de déclaration d'intérêt général afin d'être le maître d'ouvrage du programme de restauration et d'entretien de la végétation des rivières au sens de l'article L211-7 du code de l'environnement. Cette demande est faite pour une durée de 5 ans, soit pour les années 2022 à 2027 (article L215-15 du Code de l'environnement).

II. Cadre Juridique

Sur les cours d'eau non domaniaux, les collectivités territoriales et leurs groupements peuvent entreprendre l'étude, l'exécution et l'exploitation de travaux, ouvrages ou installations visés à l'article L211-7 du code de l'environnement et dans les conditions précisées par ce même article.


Ainsi lorsque de tels travaux de restauration ou d'entretien revêtent un caractère d'intérêt général ou d'urgence reconnu par décision préfectorale et après enquête publique (articles R214-88 à R214-104 du code de l'environnement), ils peuvent être prescrits ou exécutés par les collectivités territoriales.

L'enquête publique sera menée conformément à la loi n°83-630 du 12 juillet 1983, relative à la démocratisation des enquêtes publiques et à la protection de l'environnement. La loi prévoit une procédure d'enquête publique préalable à la réalisation d'opérations susceptibles d'affecter l'environnement, dans le but d'informer le public et de recueillir préalablement à certaines décisions ou à certaines opérations, ses appréciations, suggestions et contre-propositions, afin de permettre à l'autorité compétente de disposer de tous les éléments nécessaires à son information.

En application des articles L214-1 à L214-6 du Code de l'Environnement et en vertu de l'article R214-1 du Code de l'Environnement relatif à la nomenclature des opérations soumises à autorisation et déclaration, le présent projet fait l'objet d'une déclaration au titre de la rubrique 3.1.5.0. En effet, même si les travaux prévus ne visent aucunement la destruction de frayère, de zone de croissance et d'alimentation de la faune piscicole, des crustacés et des batraciens, il convient par précaution de déposer une déclaration dans l'éventualité d'une nécessité de travaux dans le lit mouillé. Dans ce cas, le maître d'ouvrage prendra contact au préalable avec les services de la Police de l'Eau et l'OFB (Office Français de la Biodiversité).

Au titre de l'article L215-15, la déclaration d'intérêt général des travaux est demandée pour « une durée de validité de cinq ans renouvelable ».

III. Demandeur

Nom et adresse	<div> Communauté d'Agglomération Méditerranée <div> Hérault  </div> </div> <div> ZI le Causse 22 av. du 3^{ème} Millénaire 34630 Saint-Thibéry N° Siret : 24340081900013 </div>
Président	Monsieur Gilles D'ETTORE
Communes	<p>Agde pour le ruisseau de Bragues, le Canal pont martin et le ruisseau du Rieu mort ;</p> <p>Castelnau-de-Guers pour le ruisseau de Bridau ;</p> <p>Floransac pour le ruisseau de Bragues ;</p> <p>Montagnac pour le ruisseau de Mayroual, le ruisseau de Saint-Martin, le ruisseau du Trou du Renard, le ruisseau de Valjoyeuse, le ruisseau des Cauquillades, le ruisseau de Negues-Vaques et le ruisseau des Sacristains ;</p> <p>Pinet pour le ruisseau de la Vinasse, le ruisseau de Font française, le ruisseau du Soupié, le ruisseau de Saint-Jean-des-Sources, le ruisseau du Gourg de l'œil ;</p> <p>Pomérols pour le ruisseau des Fontanilles, le ruisseau des Brougidoux, le ruisseau de Marche-gay, le ruisseau du Soupié, le ruisseau du Gourg de l'œil, ruisseau du Mas de Galleau, ruisseau de Peyrille.</p>

IV. Notice explicative

Objet et raisons de l'opération : « Programme de restauration et d'entretien de la végétation des rivières du bassin versant de Thau et de l'étang d'Ingril 2022-2027 – Territoire de la Communauté d'Agglomération Hérault Méditerranée »

Les cours d'eau visés par ce dossier de DIG sont situés sur le bassin versant de la lagune de Thau et d'Ingril. Même si les cours d'eau sont peu visibles dans le paysage et mal connus sur le plan hydrobiologique, le réseau hydrographique et sa végétation de bordure présentent une importante valeur environnementale, avec une fonction de corridor écologique reliant le milieu lagunaire et maritime à l'arrière-pays. Cependant, du fait de leur caractère intermittent, ces milieux sont fragiles. Les cours d'eau sont très sensibles aux rejets du fait des faibles débits. Les caractéristiques morphodynamiques (faible diversité de substrats, faibles écoulements) et les atteintes multiples (rectifications et aménagement des profils des cours d'eau, urbanisation, déchets¹) sont telles qu'elles menacent la possibilité d'atteindre les seuils de bon état. Enfin, la présence potentielle d'embâcles amplifient le risque d'inondation sur certains secteurs à enjeux.

Par ailleurs, du fait de l'affectation prioritaire de la lagune de Thau à la conchyliculture et la pêche, l'exigence sur la qualité des eaux superficielles du bassin versant est renforcée. En effet, les cours d'eau du bassin versant représentent les principaux apports en eau douce à la lagune de Thau. Ils sont « vecteurs de transfert » des pollutions bactériologiques du bassin versant en temps de pluie, soit comme accumulateurs en temps sec. Par rapport à l'enjeu conchylicole, la gestion à l'échelle globale du bassin versant est également primordiale.

Le Syndicat Mixte du bassin de Thau a pour mission d'assurer la gestion du périmètre hydrographique de la lagune de Thau par son statut d'établissement public territorial de bassin, soit :

- Porter la gestion, l'animation et la coordination des opérations relatives aux actions contractuelles concernant la lagune de Thau,
- Organiser la concertation, assurer un appui technique et une assistance à maîtrise d'ouvrage pour les actions mises en place dans le cadre de contrats de milieu,
- Initier, en collaboration avec les instances habilitées, le Schéma d'Aménagement et de Gestion des Eaux qui pourra être mis en œuvre sur le bassin hydrographique de la lagune de Thau au titre de la loi sur l'eau du 3 janvier 1992, ce qui pourra comprendre la participation à l'élaboration des études préalables, la participation à l'animation de la concertation initiale, à la rédaction du dossier préliminaire et à sa présentation devant le Comité de Bassin Rhône Méditerranée Corse,
- Veiller à la cohérence des aménagements et des projets d'aménagement susceptibles d'avoir un impact sur le système hydrographique et le milieu lagunaire au titre de la loi du 21 avril 2004 de transposition de la Directive cadre européenne sur l'eau,
- Proposer une assistance technique et administrative à la CLE sur le bassin versant de la lagune de Thau
- Porter l'élaboration et la coordination de la Stratégie Locale de Gestion du Risque d'Inondation à l'échelle du bassin versant

Cette compétence se limite à l'amélioration de la connaissance du fonctionnement du système hydrographique et à une aide à sa gestion et à la planification de son aménagement, dans un objectif de mise en cohérence des actions et interventions de

¹ Volume de déchets estimé à 400 m³ sur l'ensemble du bassin versant

chacun des acteurs publics et privés du territoire. Le SMBT a donc une mission de type « assistant à maîtrise d'ouvrage » des EPCI et les communes sur ces questions.

Par rapport à la problématique inondation, le syndicat mixte a délibéré le 19 juin 2012 pour se porter structure coordinatrice de l'élaboration de la Stratégie Locale de Gestion du Risque d'inondation sur le TRI de Sète (qui concerne principalement la Vène). Dans le cadre du SAGE, le 27 février 2014, la Commission locale de l'eau a demandé que la SLGRI soit établie à l'échelle du Bassin versant de la lagune de Thau.

Concrètement, en accord avec la CLE qui est en train de finaliser l'écriture des documents réglementaires du SAGE, le SMBT développe entre autre une politique de l'eau locale orientée vers l'amélioration et la préservation de la qualité des eaux superficielles. Cette politique s'appuie sur le triptyque suivant :

1. Une gestion structurelle des efforts d'assainissement en zone urbaine à caler en fonction de flux microbiologiques admissibles pour chaque sous bassin versant, à la fois sur les eaux usées et les eaux pluviales. Une gestion conjoncturelle des risques de pollution à travers la plateforme d'avertissement Vigj-Thau.
2. Des efforts sur les milieux aquatiques en lien avec la compétence GEMAPI (gestion des eaux et des milieux aquatiques et prévention des inondations) créée par LOI n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles. Il s'agit de l'entretien/restauration des cours d'eau, du maintien de la ripisylve, mais aussi de la prévention des inondations à travers le ralentissement dynamique des eaux. Tel qu'envisagé actuellement dans le futur SDAGE et le PGRI, la restauration morphologique, la reconstitution de ripisylves et le rétablissement des fonctionnalités naturelles des cours d'eau ne pourront qu'avoir un effet bénéfique sur la prévention des inondations.
3. La mobilisation de filtres biologiques complémentaires que sont les zones humides pour le ralentissement et l'épuration des eaux.

Les cours d'eau concernés par ce dossier de DIG sont situés sur le territoire de la Communauté d'Agglomération Hérault Méditerranée.

La grande majorité des parcelles riveraines aux ruisseaux sont sur le domaine privé. La complexité des multiples facteurs naturels et anthropiques qui interfèrent sur le bassin versant de Thau engendre obligatoirement une approche globale, qui ne peut être ni perceptible en totalité, ni à la portée du simple particulier, tant du point de vue financier que technique. Une succession de petites interventions privées non coordonnées, sans technicité particulière et avec une vision très parcellaire de la problématique conduisent le plus souvent à un ensemble peu propice à la naturalité et à l'intégrité fonctionnelle de la rivière (protection de berges par des tôles, du béton, dévégétalisation des berges, maçonneries dans le lit, non-intervention etc.). C'est également un problème qui dépasse l'intérêt privé. Ces travaux de restauration et d'entretien écologique cohérents à l'échelle d'un bassin versant, ne peuvent donc s'envisager que dans le cadre de l'intérêt général, piloté par des personnes métiers appliquant une ingénierie spécifique.

Les travaux consistent en une restauration puis un entretien de la végétation des berges de la rivière, notamment le désembâclement dans les zones à enjeux et le débroussaillage de la végétation non caractéristique des rivières et de leur ripisylve. Certains arbres qui menacent de tomber et qui auraient pour conséquence la détérioration d'un ouvrage d'art ou d'une infrastructure ou l'inondation d'une zone habitée seront également traités.

Les déchets non organiques présents dans le lit de la rivière seront retirés pour limiter les risques de pollution avec une filière de traitement adaptée et lutter contre les inondations. Au-delà des travaux de restauration et de gestion sélective de la végétation présente, des interventions de renaturation par plantation et bouturage seront entreprises sur les secteurs les plus appauvris.

La définition exacte de la nature des travaux et du lieu d'intervention est produite en collaboration par le technicien rivière du SMBT et le technicien rivière de la CAHM, dans une logique de préservation de l'écosystème rivière.

Dans ce contexte, au sein du territoire de la Communauté d'Agglomération Hérault Méditerranée disposant de la compétence travaux en rivière sur ses communes membres, la Communauté d'Agglomération Hérault Méditerranée sera le maître d'ouvrage du « Plan Pluriannuel d'Intervention de restauration et d'entretien de la végétation des rivières du bassin versant de Thau 2022-2027 – Territoire de la Communauté d'Agglomération Hérault Méditerranée ».

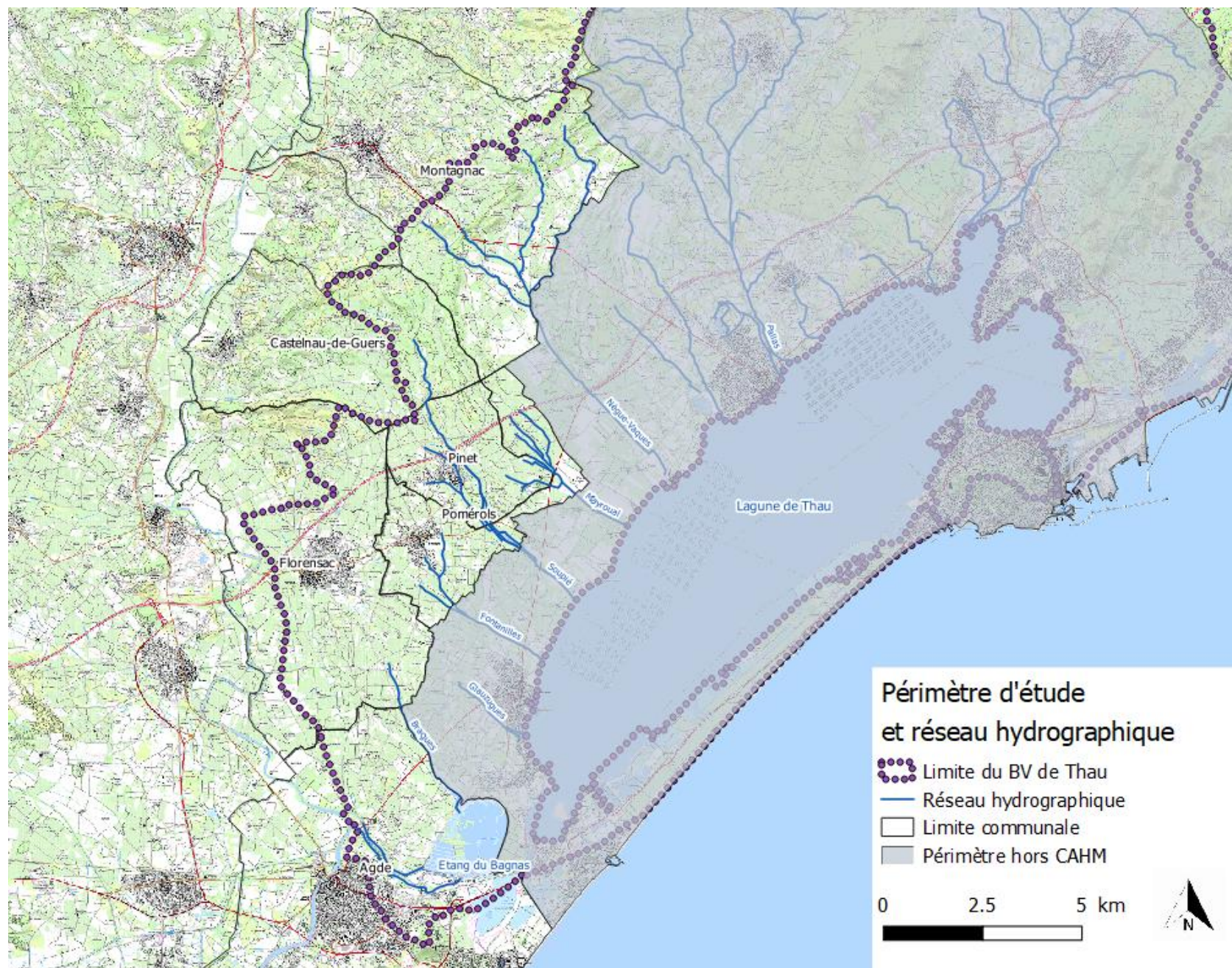
La Communauté d'Agglomération Hérault Méditerranée dépose donc une demande de déclaration d'intérêt général afin d'être le maître d'ouvrage du programme de restauration et d'entretien de la végétation des rivières au sens de l'article L211-7 du code de l'environnement. Cette demande est faite pour une durée de 5 ans, soit pour les années 2022 à 2027 (article L215-15 du Code de l'environnement).

V. Plan de situation

Les interventions objets de la présente déclaration d'intérêt général se situent sur les cours d'eau du bassin versant de Thau, exclusivement au sein du territoire de la Communauté d'Agglomération Hérault Méditerranée, dans le Département de l'Hérault.

Les cours d'eau intégrés dans le dossier sont les tronçons principaux du territoire et leurs affluents dont la gestion de la ripisylve représente un enjeu autant sur la qualité du milieu que pour la prévention du risque inondation. En d'autres termes, les cours d'eau ou parties de cours d'eau qui ne jouent pas ses rôles ainsi que les canaux ne sont pas intégrés dans ce dossier. Aussi, les zones présentant un opérateur et un gestionnaire public ne sont pas prises en compte.

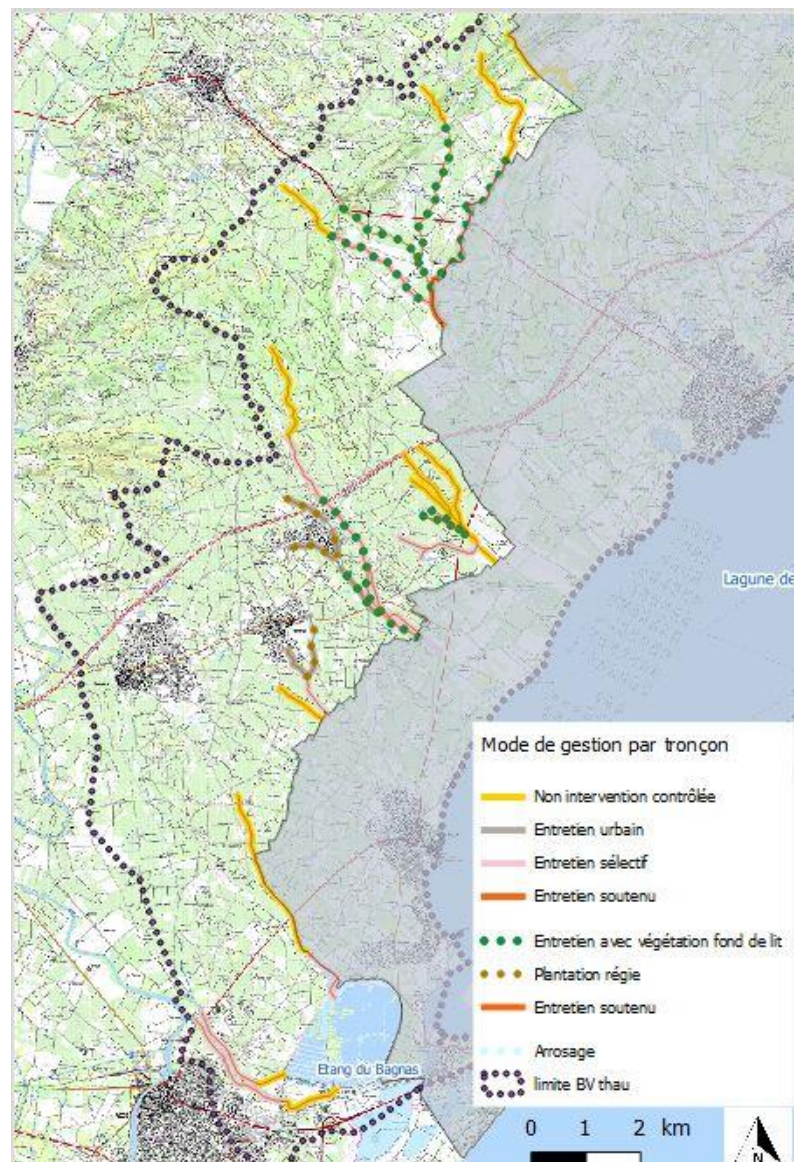
La carte ci-après expose en bleu les tronçons concernés par cette DIG au sein de la masse d'eau « Thau » et sur le territoire de la Communauté d'Agglomération Hérault Méditerranée .



Les tableaux ci-dessous détaillent les cours d'eau et tronçons du projet.

Cours d'eau	Commune	Tronçon	Longueur (m)	
Ruisseau du Rieu Mort	Agde	RMO 1	949	
	Agde	RMO 2	1426	
	Agde	RMO 3	1170	
Canal Pont Martin	Agde	CPM 1	929	
	Agde	CPM 2	810	
	Agde	CPM 3	492	
Ruisseau de Bragues	Florensac	BRA 1	1167	
	Marseillan/Agde	BRA 2	2271	limitrophe EPCI SAM
	Marseillan/Agde	BRA 3	1077	limitrophe EPCI SAM
Ruisseau des Fontanilles	Pomérols	FON 1	961	
Ruisseau des Brougidoux	Pomérols	BRO 1	694	
	Pomérols	BRO 2	867	
Ruisseau de Marche-gay	Pomérols	MARCH	1168	
Ruisseau de la Vinasse	Pinet	VIN	999	
Ruisseau de Font française	Pinet	FRA 1	1653	
	Pinet/Pomérols	FRA2	1262	
Ruisseau de Bridau	Castelnau-de-Guers	BRI	1890	
Ruisseau du Soupié	Pinet	SOU 1	1386	
	Pinet/Pomérols	SOU 4	3350	
	Pinet/Pomérols	SOU 5	1945	
Ruisseau du Gourg de l'œil	Pinet/Pomérols	GOU	1818	
Ruisseau de Saint-Jean-des-Sources	Pinet/Pomérols	JEA	1552	
Ruisseau du Mas de Galleau	Pomérols	GAL	1390	
Ruisseau de Peyrille	Pomérols	PEY	1729	
Ruisseau de Mayroual	Montagnac	MAY 1	2219	
Ruisseau de Saint-Martin	Montagnac	SMA 1	941	
	Montagnac	SMA 2	420	
	Montagnac	SMA 3	2439	
Ruisseau du Trou du Renard	Montagnac	TRO	2109	
Ruisseau de Valjoyeuse	Montagnac	VLJ 1	734	
	Montagnac	VJO 2	3562	
Ruisseau de Negues-Vaques (Ruisseau des Sacristains)	Montagnac	NEG 1	2541	
Ruisseau de Negues-Vaques	Montagnac/Mèze	NEG 2	3032	limitrophe EPCI SAM
	Montagnac/Mèze	NEG 3	967	limitrophe EPCI SAM
Ruisseau des Cauquillades	Villeveyrac/Montagnac	CAU 1	532	limitrophe EPCI SAM
	Villeveyrac/Montagnac	CAU 2	424	limitrophe EPCI SAM

Les modalités de gestion de la ripisylve par tronçon sont présentées dans la carte ci-dessous.



VI. Caractéristiques principales des interventions les plus importantes

Le programme de travaux de restauration et d'entretien consistera en :

- **l'abattage d'arbres** dans le cadre d'une sélection de sujets afin d'assurer un meilleur développement de la ripisylve et afin d'assurer la sécurité des biens, des personnes ou des ouvrages ;

- la **coupe d'arbres tombés à terre** qui gênent l'écoulement ou qui, en raison de leur localisation sur le haut de berge, seraient responsables d'une accélération des érosions de berges non souhaitées;

- **l'élagage de branches basses** qui gênent l'écoulement, ou bien, l'élagage de branches basses afin de préserver un point de vue pour le public sur la rivière, par exemple à partir d'un pont ;

Le stockage des bois de coupe se réalisera hors de portée des eaux de crue. Il sera proposé au propriétaire de récupérer le bois lui appartenant sous 14 jours, au-delà de ce délai, le bois sera évacué. La taille des bûches sera inférieure à 1 m afin de faciliter le transport. Dans le cas où le propriétaire ne souhaite pas récupérer le bois issu des travaux, le bois débité sera récupéré par l'entreprise à l'avancement du chantier ou à la fin du chantier pour être revalorisé de façon énergétique pour fabriquer de la chaleur ou auprès d'industriel.

- le **débroussaillage** des ronciers ou ligneux qui encombrent le lit de la rivière, ou qui ne permettent pas à une végétation caractéristique des zones humides de se développer, ou encore qui ne permettent pas de dégager les points de vue souhaités sur la rivière ;

- la **suppression de la canne de Provence** qui est une espèce exotique envahissante de nos cours d'eau. Elle forme des structures buissonnantes très denses le long des berges et du lit et ont des impacts écologiques importants sur la ripisylve. Elle sera traitée selon 2 niveaux d'exigence :

- 1) **Suppression** : la suppression consiste en une coupe au ras du sol de la canne de Provence. Cette opération est chiffrée en m².

- 2) **Eradication** : Il pourra être demandé d'éradiquer la canne de Provence en vue de replanter des espèces plus adaptées à la végétation rivulaire.

- **l'enlèvement des embâcles** de grosses tailles quand ils gênent l'écoulement et qu'ils occasionnent des montées d'eaux sur les zones urbaines, qu'ils peuvent entraîner des érosions de berges délétères ou qu'ils menacent, de par leur instabilité, de créer une vague destructrice pour l'aval ;

- **l'enlèvement des déchets** et encombrants qui polluent visuellement, physiquement et chimiquement les cours de rivières et qui peuvent gêner l'écoulement, occasionner des montées d'eaux sur les zones urbaines et entraîner des érosions de berges délétères ;

- le **bouturage ou la plantation**, adaptées au milieu « rivière » et à la région, dans le but d'améliorer les qualités de la ripisylve et ses capacités d'accueil.

- **Scarification d'un atterrissement** de façon ponctuelle afin de favoriser les écoulements et de permettre de remobiliser des matériaux. Elle consiste au griffage de la surface d'un atterrissement pour rompre la croûte superficielle consolidée. Sur les petits cours d'eau, une intervention légère et manuelle sera suffisante. Pour des atterrissements plus importants, la scarification sera réalisée à l'aide d'une pelle hydraulique munie d'un godet à griffe.

- **Effacement des seuils naturels sur le canal de Pont Martin** afin de retrouver les capacités initiales du canal. L'effacement de ces seuils permettra une meilleure réactivité dans la

gestion hydraulique du Grand Bagnas (réserve naturelle nationale du Bagnas) en réduisant notamment les temps de remplissage de l'étang.

Tous ces travaux ne seront en aucun cas menés systématiquement et dépendront des objectifs définis pour chacun des tronçons de rivière.

VII. Appréciation sommaire des dépenses

Ce montant correspond au coût de l'équipe technique de la Communauté d'Agglomération Hérault Méditerranée en charge de réaliser les travaux de restauration de la végétation. Cette estimation tient compte des coûts horaires des agents ainsi que de l'achat des plants et boutures.

Le montant global sur les 5 années d'élève à 315 556 € TTC

La répartition des budgets alloués pour les cinq années d'intervention est représentée dans le tableau ci-après :

Année	1	2	3	4	5
Coût € TTC	54 140	48 952	97 374	73 023	42 067
				Total	315 556

VIII. Etude d'impact ou notice

L'étude d'impact définie à l'article R 122-3 du code de l'environnement, lorsque les ouvrages ou travaux n'en sont pas dispensés, ou la notice exigée en vertu de l'article R 122-9 du même code, est **sans objet**.

En effet, le montant total des travaux estimé à 315 556 € est inférieur à 1,9 millions d'euros.

IX. Participation des riverains

Aucune contribution financière des riverains ne sera demandée pour la réalisation de ces travaux. Dans ce cadre, l'article L435-5 du droit de l'environnement sur le droit de pêche s'applique.

X. Partage des baux de pêche

A la demande de la Fédération de l'Hérault pour la Pêche et la Protection du Milieu Aquatique, pour l'exercice du droit de pêche, l'article L435-5 du Code de l'Environnement (modifié par la loi n°2006-1772 du 30 décembre 2006 - art. 15 JORF 31 décembre 2006) sera appliqué à savoir : « Lorsque l'entretien d'un cours d'eau non domanial est financé majoritairement par des fonds publics, le droit de pêche du propriétaire riverain est exercé, hors les cours attenantes aux habitations et les jardins, gratuitement, pour une durée de cinq ans, par l'association de pêche et de protection du milieu aquatique agréée pour cette section de cours d'eau ou, à défaut, par la fédération départementale ou interdépartementale des associations agréées de pêche et de protection du milieu aquatique. Pendant la période d'exercice gratuit du droit de pêche, le propriétaire conserve le droit d'exercer la pêche pour lui-même, son conjoint, ses ascendants et ses descendants. ».

XI. Evaluation

L'évaluation mentionnée à l'article 5 du décret n°84-617 du 17 juillet 1984 pris pour l'application de l'article 14 de la loi n°82-1153 du 30 décembre 1982 d'orientation des transports intérieurs, lorsque les travaux constituent un grand projet d'infrastructures tels que défini à l'article 3 du même décret est **sans objet**.

XII. Calendrier prévisionnel de réalisation des travaux et d'entretien courant

Le programme de nettoyage et de désembâclement du lit des cours d'eau nécessite une intervention lors des périodes d'assec : période estivale ou période hivernale. La période estivale correspond à la fin de la nidification pour la plupart des espèces d'oiseaux et de chiroptères. La période hivernale est marquée par l'enjeu d'hivernation des chiroptères, dont certaines (Noctule de Leisler) occupent les anfractuosités des arbres des ripisylves. L'époque d'intervention, doit permettre d'éviter les périodes sensibles vis-à-vis de la nidification ou de l'hivernation des espèces.

Les cours d'eau exempts d'enjeu de nidification seront traités en priorité en août, tandis que les cours d'eau présentant des enjeux de nidification pour les espèces à fort enjeu patrimonial seront entretenus à partir de septembre afin d'éviter tout dérangement des nichées tardives.

Dans le cadre de l'entretien ponctuel par les agents techniques, ces derniers doivent intervenir entre le mois de mars et septembre, les secteurs où la nidification d'espèces patrimoniales est avérée ou potentielle seront évités, et le contact systématique sera pris avec les animateurs Natura 2000. Les interventions sur des arbres déjà tombés, sont sans incidence au regard de cet enjeu.

Ainsi les tableaux ci-dessous planifient le programme des travaux.

Type d'intervention :	Ja	Fe	Ma	Av	Ma	Ju	Ju	Ao	Se	Oc	No	De
Abattage												
Débroussaillage												
Désensablement et/ou désembâclement ponctuel												
Curage												
Assistance Technicien rivière :	Ja	Fe	Ma	Av	Ma	Ju	Ju	Ao	Se	Oc	No	De
Surveillance-veille												
Suivis et relevés												
Conseil												
Sensibilisation												
Préparation de la campagne annuelle												

	Conseillé
	Possible avec communication à l'animateur Natura 2000
	Déconseillé

XIII. Incidence et mesures réductrices et compensatoires

1. Sur les eaux souterraines

Phase chantier :

Les eaux souterraines de la zone d'intervention sont susceptibles d'être affectées par d'éventuelles pollutions accidentelles (huiles, hydrocarbures) qui pourraient être déversées par les engins de travaux. Cet impact est à nuancer du fait de l'emploi préférentiel d'engins manuels limitants au maximum les engins mécaniques lourds, ces derniers n'intervenant jamais directement depuis le lit mineur.

Les conditions d'écoulement des eaux souterraines ne sont pas affectées par le projet. Un impact provisoire sur les eaux souterraines peut être attendu en phase chantier en cas de pollution accidentelle.

Phase après travaux :

Au regard de la nature des travaux projetés, aucune incidence n'est à prévoir sur la connexion entre les cours d'eau et leurs nappes d'accompagnement.

Aucun impact du projet n'est attendu sur les modalités d'écoulement, la qualité des eaux souterraines (recharge, transfert..) et les usages (forages, captages)

Pendant la phase de travaux, afin de prévenir toute pollution accidentelle de la nappe en cas d'accident, les dispositions générales suivantes seront appliquées :

- le stockage d'hydrocarbures et autres produits potentiellement polluants, entouré d'un dispositif de confinement constituant un volume égal au volume stocké sera prévu ;
- le stockage des matériaux et des déchets inertes en dehors des zones autorisées sera interdit.

En cas de pollution accidentelle importante, les mesures suivantes devront être prises dans l'ordre suivant :

- récupérer avant infiltration tout ce qui n'est pas encore déversé, tout ce qui peut être récupéré en surface et limiter la surface d'infiltration du produit ; mise en œuvre de pompes à vide et de tapis absorbants ;
- excaver les terres polluées au droit de la surface d'infiltration par la mise en œuvre de matériel banal de terrassement (pelles mécaniques), ventilation des fouilles et réalisation au sol d'aires étanches sur lesquelles les terres souillées seront provisoirement déposées, puis acheminées vers un centre de traitement spécialisé ;
- éventuellement (en fonction de la gravité de la pollution et la vitesse de propagation dans le sol) mettre en place sur la nappe une barrière hydraulique pour bloquer la propagation du flottant : exécution de puits ou de tranchées, pompages de rabattement ;
- dispersion de bactéries consommatrices d'hydrocarbures.

L'ensemble du matériel requis pour l'intervention sera sur place durant toute la durée du chantier.

2. Sur les écoulements de surfaces

Phase chantier :

En phase chantier, les installations de chantier et les zones de stockage du matériel sont prévus en retrait du haut de berge. La nature des travaux et la planification des tâches permettront de finir chaque jour les opérations entreprises, et ainsi d'éviter les problèmes liés à la montée des eaux en phase de chantier.

De plus, une veille météo sera réalisée sur le site de Météo France par le chef d'équipe de la CAHM.

Les travaux d'entretien de la végétation, de reconstitution de la ripisylve par plantations, de suppression de la végétation en fond de lit et de traitement des décharges se feront hors d'eau (berge et haut de berge ou portion de cours d'eau à sec), ce qui évitera les impacts sur les écoulements.

Aucun impact n'est à prévoir durant la phase de travaux compte tenu des mesures préventives mise en œuvre.

Phase après travaux :

La nature des travaux ne visent pas à modifier le profil en long ou en travers des cours d'eau, les conditions à l'étiage sont donc inchangées par rapport à la situation actuelle.

Les travaux envisagés permettent d'intervenir sur les causes aggravant les désordres hydrauliques, à savoir l'absence d'entretien de la végétation rivulaire, la présence de végétation en fond de lit et le développement excessif de végétation aquatique. En effet, la présence de boisements trop anciens et l'implantation d'une végétation non inféodée aux milieux aquatiques ne permettent pas la tenue des berges et créent des risques de basculement dans le cours d'eau formant à terme une obstruction du lit de la rivière. A cela s'ajoute l'enlèvement des embâcles et des arbres problématiques allant également dans le sens d'une réduction du risque inondation.

En ce sens, le projet est favorable à l'écoulement des eaux en période de crue.

Bien que l'absence de données hydrauliques ne permet pas de statuer sur l'impact de la végétation présente dans le lit mineur sur les inondations, les interventions de suppression de la végétation dans le lit des cours d'eau sont a minima sans impact voire présentent un impact positif sur l'écoulement des eaux en crue.

En crue un impact permanent et positif est attendu sur les écoulements des eaux. A l'étiage, aucun étalement de la lame d'eau n'est à prévoir ce qui serait préjudiciable pour la qualité de l'eau. Il est attendu un meilleur fonctionnement écologique de la ripisylve et de son rôle écologique et hydromorphologique pouvant améliorer les qualités des eaux et diminuer le transfert de pollution ainsi que préserver un équilibre hydro-morphologique et hydro-sédimentaire.

Bien que les travaux seront effectués le plus possible depuis la berge et le haut de berge sans entrer dans le lit mineur, un certain nombre de précautions seront prises vis-à-vis du risque lié aux écoulements :

- Surveillance des crues pendant le chantier : le chef d'équipe et le maître d'œuvre seront en relation permanente avec le service d'alerte de Météo France pour pouvoir prévoir et agir de manière anticipée en cas de crue,

- Le stationnement des engins et le stockage des matériaux nécessaires aux travaux sont prévus en dehors du lit mineur du cours d'eau, voire du lit majeur
- Les arbres abattus seront débités et stockés en haut de berge, laissés à la disposition des propriétaires. La taille des bûches sera inférieure à 1 m afin de ne pas engendrer d'embâcles en cas de mobilisation par les crues.

Aucun stockage de matériel ou d'engin ne sera réalisé dans le lit mineur du cours d'eau, et un dispositif de surveillance des crues sera mis en œuvre, y compris le week-end et jours fériés.

3. Sur la qualité des eaux

Phase chantier :

Une des principales nuisances des travaux vis-à-vis du milieu aquatique est liée à la pollution mécanique engendrée par la mise en suspension de particules fines dans les eaux, néfastes pour la vie piscicole à trop forte teneur, ou encore remobilisant des polluants chimiques ou microbiologiques vers la zone sensible de la lagune de Thau. Cet impact est très limité voire inexistant puisque la majeure partie des interventions sera réalisée depuis les berges et le haut de berge sans contact avec l'eau et que la gestion de la végétation en fond de lit, qui doit se faire partiellement depuis le lit mineur, sera réalisée sur des secteurs et période en assec. La gestion des plantes invasives aquatiques dans le lit mineur en eau (ou plante invasive terrestre dans le lit moyen) se fera exclusivement par des techniques manuelles : des mesures réductrices de la mise en suspension de matériaux fins sont prévues.

La qualité physico-chimique des eaux superficielles pourrait être affectée par d'éventuelles pollutions accidentelles en lit majeur : la circulation d'engins peut entraîner, à l'occasion d'opérations d'approvisionnement, d'entretien ou d'accidents, la libération de polluants chimiques : huiles, hydrocarbures, nuisibles pour le milieu aquatique.

Plusieurs mesures permettront d'éviter toutes pollutions accidentelles liées aux engins de chantier notamment la possibilité de pouvoir battarder et pomper ces pollutions en cas d'incident, ces procédures devront être programmées et pré-identifiées dans le plan d'action de suivi de chantier lors de la maîtrise d'œuvre des travaux.

Les impacts sur la qualité de l'eau en phase travaux sont considérés comme sensibles de manière directe et provisoire. Ils sont à nuancer du fait de l'utilisation préférentielle d'engins manuels dans le lit mineur des cours d'eau.

Phase après travaux :

Le projet entraîne plusieurs conséquences positives indirectes sur la qualité de l'eau.

En effet, l'entretien de la végétation et la plantation de végétation visent à terme la création d'un cordon de ripisylve à l'aide d'essences indigènes et adaptées aux bordures de cours d'eau, qui jouera son rôle positif sur le milieu aquatique à plusieurs niveaux :

- rôle épurateur de l'eau,
- source d'ombrage en été,
- création d'habitats piscicoles en pied de berge,
- corridor biologique et écologique.

De plus, l'élimination des plantes aquatiques et terrestre invasives pourra favoriser la ré-oxygénation du milieu et limiter son eutrophisation.

Il est donc pressenti un impact permanent et positif après la réalisation des travaux du projet sur le milieu aquatique et la qualité de l'eau des cours d'eau et du milieu récepteur (lagune de Thau).

En cas de pollution, deux types de dispositifs préventifs de la phase de chantier feront l'objet d'un suivi permanent de la part du maître d'œuvre et du chef d'équipe qui aura en charge l'exécution des travaux.

Précautions vis-à-vis des pollutions accidentelles

Outre les dispositions relatives à la protection des eaux exposées ci-avant, les précautions suivantes seront prises :

- Les zones de stockage et de parking des engins seront aménagées de façon à éviter toute dispersion d'éléments polluants vers le cours d'eau ;
- Le stockage des déchets banals et dangereux se fera dans des containers ou des bennes spécifiques, à une distance suffisante du cours d'eau ;
- L'évacuation des déchets, même inertes, dans le cours d'eau sera interdite.

En cas de pollution accidentelle importante un plan d'intervention doit être défini :

- des kits anti-pollution de première urgence devront être tenus à disposition du personnel en cas d'un déversement accidentel ;
- les modalités de récupération et d'évacuation des substances polluantes définies ci-dessus, ainsi que le matériel nécessaire au bon déroulement de l'intervention (sacs de sables, bac de stockage, ...) seront exposées à tous les intervenants ;
- la liste des personnes et organismes à prévenir en priorité (CODIS, Service de la Police de l'eau, ARS, OFB, Fédération de pêche) sera établie.

Durant les travaux, les engins stationneront à une distance suffisante des cours d'eau en dehors de leur période d'activité. La contrainte liée aux crues sera intégrée afin de réduire au maximum les risques.

4. Sur le milieu naturel et les habitats

La vocation des interventions prévues est l'amélioration de l'état des boisements des rives et du lit des cours d'eau. Cette amélioration passe entre autre chose par l'entretien apportant une évolution positive dans la structure de la végétation rivulaire. En effet, l'entretien vise à terme à obtenir un équilibre de la stratification et des classes d'âge des boisements en favorisant la reprise des jeunes sujets notamment. Aucune coupe à blanc ne sera réalisée sur les tronçons ciblés pour les travaux.

La réalisation des travaux prend en compte l'ensemble des contraintes naturelles identifiées. Les incidences et les précautions particulières éventuelles prises sont développées dans le dossier d'étude d'Incidences Natura 2000.

Le projet aura un impact positif et permanent sur la ripisylve en place et qui s'avère être en l'état actuel très restreinte, non adaptée voire déconnectée du cours d'eau sur certains tronçons.

L'impact sur la végétation en place est provisoire, le temps que la ripisylve se reconstitue. Néanmoins, les précautions suivantes seront prises :

les coupes sélectives d'arbres, non systématiques, concerneront les sujets morts, dépérissant, déstabilisés constituant une menace pour un ouvrage, une infrastructure, un bâtiment, l'état de la berge ou les conditions d'écoulement ou encore des essences indésirables. Une priorité sera donnée à l'élimination des sujets constituant un risque pour les personnes et les biens riverains (amont d'ouvrages, traversées urbaines...).

Les coupes seront réalisées en respectant la diversité et la densité des strates végétales.

Pour les arbres concernés par un renouvellement ou une régénération des populations, le principe de recépage est pratiqué en phase de repos végétatif pour permettre aux sujets de "repartir".

le débroussaillage, et non l'éradication, des arbustes, buissons, broussailles et ronciers devra impérativement préserver les jeunes plants qui assureront le renouvellement des strates arbustives et arborescentes.

Toutefois, le rôle hydraulique que jouent les ronces en l'absence de ripisylve développée est fondamental (maintien des berges, protection des sols...). De même, leur présence est favorable au maintien d'un milieu écologique spécifique.

Le débroussaillage devra donc être impérativement motivé par un enjeu explicite et spatialement limité (hydraulique, paysager, création d'accès pour les besoins des travaux, éclaircissement pour favoriser le développement de jeunes plants, etc.).

De plus, une attention particulière sera portée durant la phase de chantier afin d'éviter toute dissémination d'espèces

5. Impacts sur les usages

Les usages recensés sur les cours d'eau du bassin de Thau sont limités et peu nombreux, peut-être la pratique de la pêche sur le Pallas et la Vène, quelques utilisations d'eau pour du potager et maraîchage. Les interventions prévues dans le cadre du programme ne sont pas de nature à nuire à ces usages. Un effet positif peut même être attendu car l'amélioration de la qualité de l'eau et du milieu aquatique pourrait contribuer à l'augmentation de la population piscicole dans ces cours d'eau, ou même ses valeurs patrimoniales en tant que loisir (balades...).

Aucun impact négatif n'est à prévoir sur les différents usages pendant et à l'issu des travaux.

Pas de mesures particulières à mettre en œuvre concernant les usages, les impacts étant nuls sur ce volet.

